

RAPPORT

Concernant l'enquête publique relative :

Au plan de zonage d'assainissement
des eaux usées et des eaux pluviales du
Syndicat Intercommunal d'assainissement de
Dannemois - Courances - Moigny/Ecole - Videlles

COMMUNE DE COURANCES



1 . GENERALITES

1.1 Préambule :

Les Communes de Dannemois – Courances – Moigny/Ecole- Videlles se sont regroupées pour former un Syndicat Intercommunal d'assainissement ayant pour dénomination : Syndicat Intercommunal d'assainissement de Dannemois – Courances – Moigny/Ecole – Videlles (SIA.DA.CO.MO.VI).

Par délibération du 16 Juin 2006 le conseil municipal de COURANCES a approuvé le dossier et sollicité le SIA DA.CO.MO.VI pour la Mise à l'enquête publique

Par délibération du 4 Octobre 2006 le comité syndical a proposé le zonage d'assainissement pour les différentes communes et sollicité de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de désigner un commissaire enquêteur.

Par arrêté du 3 novembre 2006, Madame la Présidente a décidé de soumettre le dossier à l'enquête publique dans les quatre communes concernées.

1-2 Objet de l'enquête :

Cette enquête concerne le plan de zonage d'assainissement des communes de Courances

1-3 Enquêtes publiques :

1-3-1 Textes Législatifs et réglementaire :

-Articles R. 123-19 du code de l'urbanisme selon lequel l'enquête publique est organisée.

-Le Code Général des collectivités Territoriales article L. 222-6 à L. 2224-10 et R. 2224-6 à R. 2224-21

Il s'agit d'une enquête réalisée en application de l'article R.123-11 du Code de l'Urbanisme

Cette enquête c'est déroulée pendant 30 jours du 23 novembre 2006 au 22 décembre 2006

1.4 Rapport comprenant cinq parties :

Le présent rapport comprend les parties communes aux quatre communes, mais individualise chaque commune qui fera l'objet d'un rapport séparé sous les rubriques A, B

A.- DOSSIER SYNDICAL

A -1.5 Dossier de plan de zonage d'assainissement :

Ce dossier comprend :

- le registre d'enquête publique
- l'arrêté de Madame la Présidente du SIA DA.CVO.MO.VI du 3 novembre 2006, diligentant l'enquête
- le dossier proprement dit
- plans correspondants :
 - Plans de zonage d'assainissement d'eaux usées.
 - Plans de proposition de zonage pluvial.

A1.5.1 Rapport explicatif du zonage d'assainissement

Ce rapport de 30 pages et annexes se décompose selon le plan suivant :

Généralités sur les filières d'assainissement non collectif
Contexte réglementaire
Principe de l'assainissement non collectif

Généralités sur les systèmes d'assainissement collectif

Secteurs soumis à choix d'assainissement

Etat des lieux de l'assainissement existant

Méthodologie de l'étude de l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif

Résultats de l'étude pédologique

Définition des projets

Etat d'avancement du SPANC (syndicat chargé de l'entretien de l'assainissement non collectif)

Financement prévisionnel des études et travaux

Annexes :

Synthèse cartographique de la faisabilité de l'assainissement non collectif pour les secteurs soumis à choix d'assainissement

Chiffrage détaillé des projets d'assainissement

Proposition de règlement d'assainissement non collectif

A 1.5.2 Plans de zonage

La commune disposait d'un plan d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales

2 – Organisation et déroulement de l'enquête

2-1 Désignation du commissaire enquêteur

Par ordonnance du Président du Tribunal Administratif en date du 17 octobre 2006 me désignant en qualité de commissaire enquêteur.

2-2 Modalité de l'enquête

Par arrêté du 3 novembre 2006, Madame la Présidente a décidé de soumettre le dossier à l'enquête publique dans la commune COURANCES pendant une période de 30 jours du 23 Novembre 2006 au 22 ~~Novembre~~ ^{décembre} 2006 inclus.

2-3 Concertation préalable

Dès ma désignation j'ai rencontré le 2 Novembre 2006, à ma demande, Madame la Présidente et les maires concernés pour établir les différentes modalités de l'enquête.

2-4 Publicité

La publicité obligatoire a été assurée par les différents maires en affichant l'arrêté et en avisant la population de cette enquête.

Une publication de l'arrêté est parue dans « ~~LES ECHOS~~ » les 9 et 16 Novembre 2006 et dans le « LE PARISIEN » les 8 et 23 novembre 2006.

2-5 Incident relevé au cours de l'enquête

Le journal « LE PARISIEN » a omis d'éditer l'arrêté dans son édition du 16 Novembre soit 8 jours avant l'enquête et ne l'a fait paraître que dans son édition du 23 Novembre.

2-6 Permanence

J'ai tenu une permanence à savoir ;

Mairie de COURANCES le 12 Décembre de 16 heures à 18 heures

3 - Observations

Aucune observation n'a été inscrite sur le registre

B – COURANCES

La zone de collecte actuelle de la commune concerne l'urbanisation du bourg.

Les riverains non raccordés sont peu nombreux et situés à l'écart et avec des contraintes topographiques ne permettant pas leur raccordement en gravitaire, ou des contraintes d'éloignement.

Les trois secteurs étudiés spécialement concernent

Château de Courances : Bien que l'assainissement collectif passe à proximité le raccordement au réseau semble hypothétique du fait

1^{er}ement : de la présence de douves et de bassins

2^{ème}ment : le site ainsi que les jardins sont classés

Moulin Grenat : Un centre médical devant s'installer il est prévu un raccordement sur le réseau de Moigny/Ecole en passant sous la rivière l'Ecole

Moulin et château du Ruisseau : Zone éloignée et le nombre d'habitants ne permet pas financièrement le raccordement au réseau de Moigny/Ecole

Conclusion du commissaire enquêteur

Etant donné les contraintes financières pour le raccordement au réseau public l'assainissement non collectif s'impose.

J'émet donc un avis favorable au projet de zonage.

Fait à Elancourt le 15 Janvier 2007

Le commissaire enquêteur

M ; Jean Michel BONNEL



CONCLUSIONS MOTIVEES

Par ordonnance du Président du Tribunal Administratif en date du 17 octobre 2006 me désignant en qualité de commissaire enquêteur au sujet de l'enquête publique concernant le projet de zonage d'assainissement du Syndicat Intercommunal d'Assainissement des communes de DANNEMOIS, COURANCES, MOIGNY/ECOLE et VIDELLES (SIA.DA.CO.MI.VI).

Cette enquête s'est déroulée en application des Articles R. 123-19 du code de l'urbanisme et Le Code Général des collectivités Territoriales article L. 222-6 à L. 2224-10 et R. 2224-6 à R. 2224-21 lesquels stipule ;

Article L.2224-8 : Les communes prennent obligatoirement en charge les dépenses relatives aux systèmes s'assainissement collectif, notamment aux stations d'épuration des eaux usées et à l'élimination des boues qu'elles produisent, et les dépenses du contrôle des dépenses d'assainissement non collectif

Article L. 224-10 : Les communes ou leur établissements publics délimitent, après enquête publique :

- 1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestique et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées.
- 2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien.
- 3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement.
- 4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Il s'agit d'une enquête réalisée en application de l'article R. 123-19 du Code de l'Urbanisme. Celle-ci a eu lieu pendant une durée de 30 jours consécutifs du 23 novembre 2006 au 22 décembre 2006 dans la commune de COURANCES
Une permanence a été tenue à savoir ;

Mairie de COURANCES le 12 Décembre de 16 heures à 18 heures

Aucune personne ne s'est présentée et aucune observation n'a été inscrite sur le registre ouvert mis à la disposition du public.

ETUDE DES DOSSIERS

Un dossier général a été réalisé pour toutes les communes du Syndicat et un dossier par commune.

Les parties des communes dont l'assainissement est collectif sont raccordées à la station d'épuration située sur le territoire de la commune de DANNEMOIS

B COURANCES

La zone de collecte actuelle de la commune concerne l'urbanisation du bourg.

Les riverains non raccordés sont peu nombreux et situés à l'écart et avec des contraintes topographiques ne permettant pas leur raccordement en gravitaire, ou des contraintes d'éloignement.

Les trois secteurs étudiés spécialement concernent

Château de Courances : Bien que l'assainissement collectif passe à proximité le raccordement au réseau semble hypothétique du fait

1^{er}ement : de la présence de doutes et de bassins

2^{ème}ment : le site ainsi que les jardins sont classés

Moulin Grenat : Un centre médical devant s'installer il est prévu un raccordement sur le réseau de Moigny/Ecole en passant sous la rivière l'Ecole

Moulin et château du Ruisseau : Zone éloignée et le nombre d'habitants ne permet pas financièrement le raccordement au réseau de Moigny/Ecole

Seul le château de Courances devra faire l'objet d'une étude plus complète mais le classement du château et de son parc comme monument historique s'avère un handicap important pour la réalisation de travaux d'assainissement

Conclusion du commissaire enquêteur

Compte tenue des réponses fournies aux inquiétudes du commissaire enquêteur soit par les différents maires et Madame la Présidente du Syndicat soit par la représentante du cabinet qui a réalisé le dossier, lors de la réunion organisée à ma demande le 8 janvier 2007 je ne peux qu'émettre un avis favorable aux différents plans de zonage présentés par le Syndicat Intercommunal d'Assainissement de Dannemois, Courances, Moigny/Ecole et Videlles (SIA.DA.CO.MO.VI) pour la commune de COURANCES

Fait à Elancourt le 15 Janvier 2007
Le commissaire enquêteur
M ; Jean Michel BONNEL

